



## Qui a plus « besoin de l'OTAN »? La France ou... les USA?

Par [Hajnalka Vincze](#)

Mondialisation.ca, 13 décembre 2019

[Iveris](#) 12 décembre 2019

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Coutumier des déclarations fracassantes mais pas forcément étayées par les faits, le président Trump en a placé deux d'un coup, au dernier sommet de l'Alliance, lors d'une [conférence de presse](#) : « *Personne n'a besoin de l'OTAN plus que la France (...) Les Etats-Unis en tirent vraiment le moins de bénéfices* ». Deux inepties qui méritent que l'on s'y arrête.

La France n'a pas nécessairement besoin de l'OTAN

S'il est un pays de l'OTAN, à part les USA, qui puisse se passer de l'Alliance, c'est justement la France. D'après une étude américaine de la *National Defense University* : « *Depuis des décennies, la France a poursuivi une doctrine de défense et une stratégie d'acquisition intégrale, lesquelles lui garantissent des capacités militaires indépendantes et autonomes. La France est le seul pays [de l'OTAN], à part les Etats-Unis, qui investisse sur toute la gamme des technologies de défense* ».[1] L'indépendance comme postulat de sa politique de défense a été réaffirmée dans la dernière Revue stratégique qui stipule : « *Les armées doivent pouvoir s'engager, y compris sous très faible préavis, sur l'ensemble du spectre de la menace et de la conflictualité* ».[2] Cette capacité d'entrer en premier, pour couvrir ensuite toute la gamme des scénarios possibles, la France est la seule à l'avoir parmi les Européens. Sans parler de la sanctuarisation du territoire national grâce à la dissuasion nucléaire, ou encore de la garantie d'approvisionnement que lui procure la préservation de sa base technologique et industrielle.

Même si sur le théâtre sahélien par exemple la France s'appuie sur le soutien des Etats-Unis, sa situation contraste nettement avec celle des Britanniques. Aux dires de l'ancien responsable des exportations de défense du Royaume-Uni, « *La France est actuellement le premier pays d'Europe par sa capacité industrielle de défense et aérospatiale. Le Royaume-Uni maintient sa capacité de projection de force au prix d'une dépendance extraordinaire à l'égard des Etats-Unis pour la technologie, les équipements, le soutien et le renseignement* ».[3] Bref, ils n'ont même plus l'option de se passer de l'Amérique. D'après l'ancien Secrétaire à la défense, Douglas Hurd, « *la politique de défense du Royaume-Uni est basée sur l'hypothèse que nous n'allons pas nous engager dans un conflit majeur autrement qu'en partenariat avec les Etats-Unis* ».[4] Le patron de l'armée de terre US ne dit pas autre chose quand il constate que : « *Par le passé, nous aurions pu avoir une division britannique à côté d'une division US. Aujourd'hui ce serait une brigade britannique à l'intérieur d'une division américaine, voire un bataillon UK dans une brigade US* ».[5]

L'ex-président du Comité de Renseignement, Rodric Braithwaite confirme : « *dans une*

guerre réelle, les forces britanniques ne vont opérer que faisant partie intégrante des forces américaines, sous commandement américain et servant des intérêts américains ». La différence avec la France est saisissante : « Contrairement aux Français qui ont préféré un chemin plus solitaire, mais indépendant, la coopération avec les Américains a privé les Britanniques d'une grande partie de leur indépendance ».[6] Pour l'ancien commandant suprême de l'OTAN, le général américain James L. Jones il n'y a pas de doute : « je peux dire d'expérience que l'armée française est la meilleure en Europe ».[7] La France est donc, de l'aveu même des responsables anglo-saxons, le seul pays européen à avoir des forces capables et autonomes (à la fois en termes d'approvisionnement et d'opérations). La partie est loin d'être gagnée pour autant. La pression budgétaire et politique pour prendre le chemin britannique est omniprésente, *a fortiori* depuis le retour dans le commandement militaire intégré de l'Alliance.

Les Etats-Unis en tirent des bénéfices à de multiples titres

Lors de son audition devant le Sénat américain, Richard Haass – président du prestigieux *Council on Foreign Relations*, ancien directeur de planification politique au Département d'Etat et conseiller du Secrétaire d'Etat Colin Powell – a balayé d'un revers de la main les balivernes habituelles sur l'engagement US sur le continent européen : « *Les Etats-Unis restent dans l'OTAN et la soutiennent pour rendre service non pas aux Européens mais à eux-mêmes. Etre membre de l'OTAN est un acte d'intérêt stratégique, non pas de philanthropie* ».[8] C'est normal, c'est légitime, mais d'ordinaire cela fait partie de ce qu'il ne faut pas dire. A l'exception de ces rares moments de vérité où les Etats-Unis ont le sentiment que leur contrôle sur l'Europe pourrait leur échapper. Ils font alors des pieds et des mains pour sauver l'OTAN, leur meilleur levier d'influence. A la chute du Mur de Berlin, le responsable du Département d'Etat chargé des affaires européennes explique au Congrès : « *nous avons aujourd'hui besoin de l'OTAN pour exactement les mêmes raisons qu'au moment de sa création* ». Les administrations Bush et Clinton avaient, l'une comme l'autre, soutenu que l'engagement européen de Washington « *allait bien au-delà de la menace soviétique* ».



(Crédit photo: Reuters)

Aujourd'hui la remise en cause de l'Alliance par Trump provoque le même effet aux USA. La levée de boucliers des responsables et experts américains, qui se précipitent tous à la rescousse de l'OTAN, a le mérite de montrer que les Etats-Unis n'y font certainement pas du bénévolat. Comme le dit l'excellente Kori Schake, ancienne responsable au Pentagone et au Département d'Etat avant de devenir la directrice adjointe du [IISS](#) britannique : « *l'OTAN continue d'être très largement avantageuse pour les Etats-Unis* ».[9] En y regardant de plus près, les bénéfices pour l'Amérique sont essentiellement de trois ordres : contreparties dans d'autres domaines, embrigadement au service de la stratégie américaine, et maintien sous tutelle du potentiel rival que constitue, objectivement, l'Europe. Pour ce qui est des

contreparties, elles vont bien au-delà de ce qui est évident, à savoir le marché captif qu'offrent la plupart des pays européens pour l'industrie d'armement américaine. Car c'est un fait : depuis la création de l'OTAN, les alliés qui se sentent protégés par le parapluie US affichent, comme l'a remarqué le PDG de Dassault Aviation, « *une vraie volonté d'acheter américain quels que soient les prix, quel que soit le besoin opérationnel* ». [10]

Et le « *renvoi d'ascenseur* » ne s'arrête pas là. Les contreparties de la protection américaine sont attendues, et versées, dans des domaines aussi nombreux que variés. Sous le président Clinton, un document non classifié du Pentagone précise sans ambages : « *Nos alliés doivent être sensibilisés au lien qui existe entre le soutien américain à leur sécurité et leurs actions dans les domaines tels que la politique commerciale, le transfert des technologies et la participation aux opérations de sécurité multinationales* ». [11] Mais dès les années 1960, les projets d'accords préférentiels de la Communauté européenne avec les pays méditerranéens ont provoqué un tollé du côté américain, soucieux d'écouler les stocks des grands producteurs de Floride et de Californie. Au point qu'un haut responsable US a mis en garde l'Europe : « *Si vous voulez faire un accord préférentiel en Méditerranée, alors faites-le avec la seule puissance réelle qui existe dans cette partie du monde, faites-le avec la Sixième Flotte* ». [12]

De surcroît, l'esprit de loyauté et d'allégeance propre à l'OTAN permet de faire appel aux alliés européens, à la fois comme feuille de vigne diplomatique et comme supplétifs militaires utiles, les deux au service de la stratégie globale des Etats-Unis. D'après l'ancien ambassadeur US, Robert Hunter, sur le théâtre afghan par exemple, la participation des Européens, loin d'être motivée par leur propre sécurité, s'inscrit dans une sorte de donnant-donnant. [13] Plus globalement, la dépendance européenne institutionnalisée dans les cadres de l'OTAN garantit le maintien sous tutelle d'un rival potentiel que beaucoup voyait, il y a quinze ans encore, comme le principal défi à l'hégémonie américaine. Zbigniew Brzezinski l'a écrit noir sur blanc « *Une Europe politiquement forte, capable de rivaliser en matière économique, et qui ne serait plus militairement dépendante des Etats-Unis, remettrait inévitablement en cause la suprématie américaine et confinerait la sphère de la prédominance des USA grosso modo à la région du Pacifique.* » [14]

### Le déni qui persiste

Pourquoi la France s'obstine-t-elle à jouer le jeu, au point d'être retournée dans les structures intégrées de l'OTAN en 2009 ? Alors même que dix ans plus tôt, le ministre de la Défense de l'époque avait déjà laissé transparaître des regrets : après la chute du Mur de Berlin l'Alliance atlantique « *a occupé un terrain que nous aurions pu configurer autrement, par des constructions institutionnelles plus spécifiquement européennes* ». [15] L'actuelle ministre des Armées est exactement sur la même ligne lorsqu'elle affirme dans un entretien fin novembre que « *l'Otan ne sera jamais l'outil de notre souveraineté. C'est aux Européens de construire leur propre souveraineté* ». [16] Toutefois, puisque la France n'a jamais eu de partenaires pour faire l'Europe européenne, Florence Parly reprend, sans aucun souci de cohérence, la doxa dominante : « *Mais il faut arrêter de faire croire que nous devons choisir entre l'Europe et l'Otan. Nous voulons l'Europe souveraine et l'Alliance transatlantique. Les deux doivent pouvoir se renforcer mutuellement* ». [17] Sauf que c'est de la pure fantaisie.

Comme l'a très justement observé, devant la Commission de la défense du Parlement britannique, le professeur Michael Cox de la *London School of Economics* : il existe « *une incompatibilité potentielle* » entre l'OTAN et l'Europe de la défense. Elle peut être gérée tant que cette dernière « *ne sera pas très sérieuse* ». En revanche, si la PSDC devenait

« *sérieuse* », il peut bel et bien y avoir incompatibilité, voire conflictualité entre les deux.[18] L'américain Robert D. Kaplan, auteur de nombreux ouvrages sur le sujet et ancien conseiller au *Defense Policy Board* du Pentagone s'exprime encore plus vertement : « *L'OTAN, c'est nous qui le dirigeons, contrairement à l'Union européenne de plus en plus puissante. L'OTAN et une défense européenne autonome ne peuvent pas toutes les deux prospérer. Seule l'une des deux peut, et notre intérêt c'est que ce soit l'OTAN* ». [19] Une vision aussi limpide que logique, mais qui laisse très peu de place au « *et en même temps* ».

Hajnalka Vincze

\*\*\*

[1] Adams-Ben-Ari-Logsdon-Williamson, Bridging the Gap, European C4ISR Capabilities and Transatlantic Interoperability, The George Washington University - National Defense University, octobre 2004.

[2] Revue stratégique 2017, Ministère des Armées, §277.

[3] Livre vert sur les marchés publics de la défense, Contribution aux marchés intérieurs DG par Tony Edwards, Professeur en résidence, Royal Military College of Science, ancien Directeur des exportations de défense du Royaume-Uni. Cité par Franco Danieli (rapporteur), Le marché européen des équipements de défense: l'article 296 du Traité instituant la Communauté européenne et le Livre vert de la Commission européenne, décembre 2005.

[4] Global Security: UK-US Relations, House of Commons, 18 mars 2010.

[5] [U.S. army chief says « very concerned » at UK defence cuts](#), Reuters, 2 mars 2015.

[6] Rodric Braithwaite, [End of the affair](#), in Prospect Magazine, 20 mars 2003.

[7] [Propos](#) à l'Atlantic Council de Washington, en introduction au discours de la ministre des Armées, Florence Parly, 18 mars 2019.

[8] Richard N. Haass, [Assessing the Value of the NATO Alliance](#), audition devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat, 5 septembre 2018.

[9] Kori Schake, [NATO Without America?](#), The American Interest, mai 2017.

[10] Voir de l'auteur : [Dassault Aviation, Eric Trappier ironique sur l'achat des F-35 par les Etats européens](#), Theatrum Belli, 17 mars 2014.

[11] Report on the Bottom-Up Review, Département de la défense, octobre 1993.

[12] Jean-François Deniau, La découverte de l'Europe, Seuil, 1994, pp. 96-98.

[13] [U.S.-NATO: Looking for Common Ground in Afghanistan](#), Interview with Robert E. Hunter, Council on Foreign Relations, 8 décembre 2009.

[14] Zbigniew Brzezinski, The Choice: Global Domination or Global Leadership (2004). Voir aussi: Charles A. Kupchan, The End of the American Era: U.S. Foreign Policy and the Geopolitics of the Twenty-first Century (2003); Ambassador Rockwell A. Schnabel, The Next Superpower?: The Rise of Europe and Its Challenge to the United States (2005); Jeremy Rifkin, The European Dream (2004); John Van Oudenaren, Status Quo vs. Revisionist Policies in Transatlantic Relations (2003), Stephen Haseler, Super-State: The New Europe and Its Challenge to America (2004).

[15] Discours du ministre de la Défense Alain Richard à la conférence annuelle de l'Institut des Relations Internationales Stratégiques (IRIS), le 4 mai 1999.

[16] [Entretien](#) de la ministre des Armées au Journal Du Dimanche, 30 novembre 2019.

[17] Idem.

[18] The future of NATO and European defence, House of Commons, 4 mars 2008

[19] Robert D. Kaplan, How We Would Fight China, The Atlantic, juin 2005.

La source originale de cet article est [Iveris](#)  
Copyright © [Hajnalka Vincze](#), [Iveris](#), 2019

Articles Par : [Hajnalka Vincze](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)